

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 octobre 2012
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fédération internationale des auberges de jeunesse	3
2. ISIS (International Women's Information and Communication Service)	4
3. Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco	6
4. Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme	9
5. Kenya Alliance for Advancement of Children	11
6. Kindernothilfe	13
7. Association libanaise pour la protection des personnes handicapées	15
8. Fédération luthérienne mondiale	18
9. Groupement pour les droits des minorités	20
10. Fondation pour l'éducation mère-enfant (AÇEV)	22
11. Mother's Union	24



12.	Mukono Multi-Purpose Youth Organisation	26
13.	Myochikai (Fondation Arigatou)	28
14.	National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs	30
15.	Centre national pour le développement durable	32

1. Fédération internationale des auberges de jeunesse

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

La Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ) est une organisation non gouvernementale sans but lucratif agréée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Elle exerce son activité dans plus de 90 pays et son réseau compte environ 4 000 auberges de jeunesse pour une capacité totale de plus de 400 000 lits. Elle fonctionne sous l'appellation d'Hostelling International, nom de marque utilisé dans le monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- 2008 : des représentants de la FIAJ ont participé à la trente-deuxième session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, tenu à Québec (Canada) ainsi qu'à des activités de l'Organisation des villes du patrimoine mondial.
- Juin 2009 : ils ont participé à la trente-troisième session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO à Séville (Espagne).
- Juillet 2010 : ils ont assisté à la trente-quatrième session du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO tenue au Brésil, en présence des hauts responsables de la culture et du patrimoine de ce pays.
- 2011 : Des représentants de la FIAJ ont assisté à plusieurs réunions consacrées à la responsabilité en matière d'environnement organisées en Europe : le 3 mai (Bruxelles); du 24 au 25 novembre (Bruxelles); atelier sur les pratiques optimales en matière de gestion de l'environnement (Système de management environnemental et d'audit (SMEA), Commission européenne).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- 2008-2010 : prix Hostelling International/Christina Cameron, décerné par la FIAJ et le Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial. Hostelling International décerne un prix qui est une nouvelle bourse destinée aux jeunes participants aux réunions annuelles du Forum des Jeunes qu'organise le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette initiative contribue à former une nouvelle génération prête à s'engager pour la préservation et l'enrichissement du patrimoine naturel et culturel mondial. Les projets conçus par les lauréats sont réalisables.
- 2009 : lancement au Canada de la page web des auberges de jeunesse sur le patrimoine, FIAJ/UNESCO/Organisation des villes du patrimoine mondial. Environ 1 200 auberges sont situées dans 878 villes du patrimoine mondial agréées par l'UNESCO ou à proximité. Cette nouvelle page Web a été lancée officiellement en présence du secrétariat des Auberges de jeunesse des villes du patrimoine mondial. Ce projet vise à créer une page Web sur laquelle les jeunes internautes peuvent mettre en ligne les photos ou les récits de leurs expériences relatives au patrimoine mondial.
- 2010 : projet Alliance for Sustainable Learning, en Allemagne, FIAJ/UNESCO. Trente-trois auberges de jeunesse du nord-ouest de l'Allemagne ont adhéré au projet Alliance for Sustainable Learning de la

Commission allemande pour l'UNESCO. Elles ont mis en pratique un cahier des charges d'entreprise durable et proposé un large éventail de programmes d'éducation au service du développement durable.

- Septembre, 2011 : lauréat d'un prix décerné par l'UNESCO en Australie, UNESCO/FIAJ. La Fédération des auberges de jeunesse, le Port de Sidney et le Big Dig Archaeology Education Centre ont reçu le Prix UNESCO pour le patrimoine de la région Asie-Pacifique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La promotion de la paix et de la compréhension internationale, les échanges interculturels et la viabilité du point de vue écologique dans le tourisme sont les pierres angulaires des activités actuelles de la FIAJ.

Ses efforts à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement portent principalement sur les domaines suivants :

- Éducation sanitaire : des campagnes ont été organisées sur place dans les auberges et par l'intermédiaire des médias des membres de la Fédération, surtout pour souligner l'importance de l'utilisation de préservatifs et des pratiques sexuelles sans risque (ces campagnes ont conduit de nombreuses associations à mettre des préservatifs en vente dans les auberges de jeunesse);
- Campagne de sensibilisation à l'environnement visant les jeunes voyageurs, par exemple la diffusion d'informations par les médias présents dans la plupart des auberges de jeunesse, des expositions et d'autres programmes éducatifs (dans les auberges dotées d'équipements ou situées dans des endroits appropriés), encouragement au tri des déchets par des moyens concrets et application de pratiques durables au tourisme de groupe;
- Promotion de pratiques écologiques de pointe durables dans l'architecture et la gestion de l'hébergement, par l'utilisation de techniques et de matériaux de construction appropriés lors de la planification et de la construction des auberges de jeunesse, utilisation d'énergies renouvelables et de techniques de recyclage chaque fois que possible, et application de pratiques respectueuses de l'environnement dans la gestion quotidienne des auberges.

2. ISIS (International Women's Information and Communication Service)

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

ISIS : créée il y a 38 ans, International Women's Information and Communication Service (ISIS International) est une organisation internationale de développement féministe, qui œuvre en faveur des droits fondamentaux et de l'autonomisation des femmes; ISIS apporte son concours actif et sa direction à des mouvements de justice sociale. L'objet principal de son activité est de faire avancer la communication au service du développement des femmes. Ses stratégies sont généralement orientées vers la remise en cause des modèles de développement favorables aux intérêts des

hommes occidentaux et obéissant aux lois du marché, aux niveaux local, régional ou national. À l'heure actuelle, cette organisation poursuit ses engagements en faveur de l'autonomisation des femmes pour un civisme actif, sous l'angle de la justice sociale et du respect de la diversité. Elle est impliquée dans des actions de recherche, d'acquisition de connaissances, de renforcement des capacités, du plaidoyer politique et de production et de diffusion de produits multimédias sur des questions d'actualité, en étroite coopération avec des groupes de femmes et d'autres organisations de la société civile.

Objectifs et missions de l'organisation

ISIS continue à renforcer la solidarité unissant les militants, qui travaillent avec les femmes et les communautés marginalisées dans le monde du Sud. Pour cela, elle facilite l'accès à l'information et aux cadres d'analyse; et elle appuie les stratégies et les activités qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle vise à renforcer la visibilité de l'expérience, des perspectives, des analyses et de la sensibilisation des femmes auprès d'autres parties prenantes.

Contribution à des activités des Nations Unies

- 2008-2010 : ISIS a dirigé des recherches en vue d'élaborer des stratégies et de renforcer les capacités visant à faire participer les femmes à la consolidation de la paix. Il s'agissait d'étudier les réalités quotidiennes des femmes sous l'angle du règlement des conflits, de la consolidation de la paix et de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, afin d'accroître la participation des femmes aux négociations de paix.
- 2009 : en collaboration avec Miriam College, aux Philippines et Asia-Pacific Women's Watch, ISIS a organisé le Forum Asie-Pacifique des ONG pour Beijing +15 aux Philippines.
- 2010 : ISIS a animé une école militante pour l'instauration de la justice climatique dans le but de faire ressortir les perspectives des femmes du Sud et les analyses féministes sur les changements climatiques et la Convention-cadre des Nations Unies sur eux, ainsi que de renforcer la position féministe sur la problématique hommes-femmes et les changements climatiques dans les processus dirigés par les organisations non gouvernementales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants d'ISIS ont participé aux réunions suivantes :

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) : quinzième session de la Conférence des parties, Copenhague, décembre 2009;
- Commission de la condition de la femme, cinquante-deuxième à cinquante-quatrième sessions, New York, 2008-2010;
- Conseil des droits de l'homme, seizième à dix-huitième sessions, Genève, 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- 2008 : en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ISIS a mené trois semaines de formation à la radio communautaire avec Khoun Ethnic Community Radio for Development et a élaboré un guide sur la création de radio communautaire au Laos.
- 2009 : en collaboration avec le PNUD, ISIS a organisé cinq jours de formation à la radio communautaire, ciblée sur la programmation et la planification stratégique avec Thateng Ethnic Community Radio for Development. Un plan d'action pour la viabilité financière a été mis au point en République démocratique populaire lao.
- 2009 : en collaboration avec le Bureau du PNUD au Laos, ISIS a fait une déclaration au forum des médias de la région du Mékong, en Thaïlande.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ISIS a organisé les activités suivantes :

En 2008, en collaboration avec l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC) et la radio communautaire indonésienne (Jaringan Radio Komunitas Indonesia), à Yogyakarta, une formation de formateurs au rôle des radios communautaires pour atténuer la pauvreté et gérer les catastrophes; en 2010, en collaboration avec AMARC Asie-Pacifique et Voices, à Bangalore, la Self Employed Women's Association, une formation à la radio communautaire des membres; une formation aux communications et à la sensibilisation touchant l'expérience de l'Asie du Sud-Est pour instaurer la justice climatique, à Manille; et une formation à la radio communautaire, à Mysore, sur la promotion de la paix, l'atténuation des catastrophes et la justice climatique;

3. Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

1. En 2011, à Genève, l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a fourni un apport au débat de haut niveau du Conseil économique et social par des contributions écrites et orales sur la formation des enseignants.
2. Il a participé aux travaux du Conseil des droits de l'homme :
 - Il a fourni des contributions techniques à l'élaboration des résolutions A/HRC/16/L.13/Rev.1, A/HRC/16/L.1 et A/HRC/18/L.23; des déclarations orales sur les points 6 et 10 de l'ordre du jour; des déclarations communes sur ses points 2 et 3;
 - Il a présenté des déclarations écrites lors de l'examen périodique universel des pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Équateur, Haïti, Honduras, Inde, Liban, Mozambique, Panama, Paraguay, Philippines, Pologne, République démocratique du Congo, Thaïlande, Timor-Leste, Togo et Venezuela (République bolivarienne de);

- Il a participé à des réunions avec les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales suivantes : l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti (Port-au-Prince, août 2010); le Rapporteur spécial sur le logement convenable (Buenos Aires, avril 2011); le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones (San José, avril 2011; Argentine, novembre 2011).
3. Il a participé en 2011 aux travaux du Comité des droits de l'enfant par des rapports sur le Cambodge et le Costa Rica.
 4. En Argentine en 2011, il a participé aux travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels par un rapport sur le droit au logement convenable.
 5. Il a participé au Forum social 2011 par une contribution écrite et orale sur le droit à l'éducation.
 6. Il a donné des cours à Genève : du 5 au 12 mars 2009 : Stratégies éducatives pour les enfants des rues en Amérique latine et en Asie (6 participants); du 2 au 18 juin 2009 : Droit à l'éducation en situation d'urgence en Amérique latine (4 participants); du 28 février au 11 mars 2010 : Éducation pour les enfants en danger en Afrique francophone (5 participants); du 29 mai au 12 juin 2010 : Continuité éducative après le tremblement de terre en Haïti (4 participants); du 10 au 24 septembre 2010 : Enseignement de qualité pour les enfants autochtones en Amérique latine et en Amérique centrale (6 participants); du 27 février au 11 mars 2011 : Droit à l'éducation pour les enfants des rues (9 participants); du 9 au 21 septembre 2011 : Jeunes volontaires et droits de l'homme (10 participants).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1. De la dixième à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme à Genève, l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a pris part à l'organisation de 11 manifestations parallèles sur les thèmes suivants :

En 2009 :

- Droit à l'éducation pour les enfants des rues en Amérique latine (9 mars)
- Droit à l'éducation pour les enfants des rues en Asie (10 mars)
- Droit à l'éducation en situation d'urgence en Amérique latine (10 juin)

En 2010 :

- Droit à l'éducation des enfants en danger en Afrique (8 mars)
- Droit à l'éducation des filles vulnérables en Afrique (10 mars)
- Haïti : continuité éducative en situation d'urgence (4 juin)
- Enseignement de qualité pour les enfants autochtones en Amérique latine et en Amérique centrale (21 septembre)

En 2011 :

- Le droit à l'éducation des enfants des rues (4 mars)
- Égalité des chances dans l'enseignement (7 juin)

- Jeunes volontaires et droits de l'homme (16 septembre)
2. Des représentantes de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco ont participé aux sessions des organes conventionnels ci-après, à Genève :
- Comité des droits de l'homme, quatre-vingt-dix-septième à cent troisième sessions;
 - Comité des droits de l'enfant, cinquante-deuxième à cinquante-neuvième sessions;
 - Comité des droits économiques, sociaux et culturels, quarante-troisième à quarante-septième sessions;
 - Comité contre la torture, quarante-cinquième à quarante-septième sessions;
 - Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, soixante-dix-huitième et soixante-neuvième sessions;
 - Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, quarante-cinquième, quarante-septième, quarante-huitième et cinquantième sessions.
3. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a participé aux cinquante-troisième à cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme ainsi qu'à l'organisation de trois manifestations parallèles, à New York :
- Programme sur l'amour et la sexualité en Afrique du Sud, 10 mars 2009;
 - L'autonomisation des femmes autochtones en Bolivie, en Équateur et au Guatemala, 4 mars 2010;
 - L'éducation des filles et des femmes en science et technologie, Brésil, 25 février 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a travaillé avec les organisations suivantes dans les pays indiqués ci-après : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : Autriche, Irlande; Soudan, République démocratique du Congo, Bénin, Angola, Zambie; Philippines, Timor-Leste; Argentine, Brésil, Costa Rica; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : Autriche, Irlande; Organisation internationale pour les migrations (OIM) : Autriche; PNUD : Argentine; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Soudan, Paraguay; Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) : Zambie; Organisation internationale du Travail (OIT) : Timor-Leste, Paraguay.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans 95 pays comme suit :

- Objectif 1, en finançant des microcrédits (13 000 projets), en fournissant des denrées alimentaires (à environ 200 000 personnes par jour) et en donnant des formations professionnelles (à 30 000 bénéficiaires);
- Objectif 2, en dispensant un enseignement primaire (à 500 000 élèves), secondaire (à 300 000 élèves) et universitaire (à 100 000 étudiants);
- Objectif 3, en octroyant 10 000 bourses d'études, en apportant un soutien financier à 5 000 familles et en donnant 16 000 cours de formation professionnelle, dont 70 % destinés à des rurales;
- Objectif 4, en dispensant des soins médicaux dans des dispensaires et des hôpitaux (à 400 000 bénéficiaires);
- Objectif 5, en dispensant à 45 000 femmes des soins médicaux et des formations à la santé procréative et sexuelle;
- Objectif 6, en organisant des cours de formation pour 200 000 personnes;
- Objectif 7, en construisant 300 puits, 600 citernes et 25 filtres à eau;
- Objectif 8, en fournissant un soutien financier à environ 7 000 familles et en finançant 100 projets de solidarité.

4. Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

2008 : le Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme a lancé à Tokyo, le 5 décembre, un débat dans le cadre du réseau « Human Rights Talk » (HURITALK) en tenant des réunions avec les représentants des ministères concernés.

2009 : à Tokyo, le 10 décembre, il a tenu une réunion dans le cadre de « Human Rights Talk » avec 20 participants.

2010 : les représentants du Comité ont organisé à Tokyo, du 12 au 15 mai une réunion avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et se sont entretenus avec elle de questions pertinentes. Ils ont organisé une réunion dans le cadre de « Human Rights Talk » et échangé des vues avec les ministères concernés le 6 décembre.

2011 : le 29 mars, le Comité a fait une déclaration concernant les secours aux victimes de la grande catastrophe du 11 mars. À Tokyo le 15 février, en présence de 30 participants, il a organisé une réunion sur le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ses représentants ont organisé une réunion dans le cadre de « Human Rights Talk » et échangé des vues avec les représentants des ministères concernés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : le Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme a présenté un rapport d'ONG lors de l'examen périodique universel du 27 février sur le Japon et deux de ses représentants ont assisté à l'examen du 6 au 11 mai. Le 21 mars, il a

présenté un rapport parallèle critiquant le cinquième rapport périodique du Gouvernement japonais sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Un représentant du Comité était présent à la septième session du Conseil des droits de l'homme, du 10 au 14 mars, et y a présenté trois déclarations écrites : A/HRC/7/NGO/18, A/HRC/7/NGO/19 et A/HRC/7/NGO/20, respectivement. Trois représentants du Comité étaient présents à la consultation relative aux droits de l'homme (Tokyo, 11 avril). Le Comité a présenté une déclaration écrite (A/HRC/8/NGO/13) au Conseil des droits de l'homme à sa huitième session, le 2 juin. Un de ses représentants a assisté au premier Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme le 4 août. Le Comité a participé au colloque organisé à Tokyo le 22 septembre en présence du Président du Comité des droits de l'homme. L'organisation a aussi délégué des représentants à la quatre-vingt-quatorzième session du Comité des droits de l'homme les 15 et 16 octobre et elle a tenu une réunion officielle avec ses membres pour discuter de questions touchant aux droits de l'homme.

2009 : le Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme a présenté, le 2 mars, une déclaration écrite (A/HRC/10/NGO/48) au Conseil des droits de l'homme à sa dixième session. Des représentants du Comité sont allés en Espagne étudier du 21 au 28 mars la Loi de mémoire historique. Ses représentants ont assisté, le 6 novembre, à une réunion consultative sur les droits de l'homme à l'Université des Nations Unies à Tokyo. Il a de plus présenté, le 1^{er} décembre, un rapport parallèle sur la suite donnée aux observations finales du Comité des droits de l'homme (CCPR/C/JPN/CO/5).

2010 : le Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme a présenté, le 22 février, une déclaration écrite (A/HRC/13/NGO/41) au Conseil des droits de l'homme à sa treizième session. Un représentant du Comité a fait une déclaration orale sur le droit à la paix lors du cinquième Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme le 5 août.

2011 : le Comité a présenté une déclaration écrite (A/HRC/16/NGO/8) et son représentant a fait des déclarations orales sur le droit à la paix et les minorités au Japon, les 11 et 15 mars, au Conseil des droits de l'homme à sa seizième session. Du 26 juin au 3 juillet, ses représentants ont échangé des idées en Espagne avec un membre du Comité contre la torture sur la Loi de mémoire historique et entendu les voix de victimes de la guerre civile. Le 8 août, un représentant a fait, au Conseil des droits de l'homme à sa septième session, une déclaration orale sur le droit à la paix.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

2009 : le 28 février, le Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme a tenu, avec 150 participants, un colloque sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme au Japon. Le 17 mars, il a tenu le même colloque à Osaka avec 50 participants. Il a aussi tenu à Tokyo, le 25 juin, une réunion avec 30 participants sur les requêtes individuelles.

2010 : à Tokyo, le 15 janvier, le Comité a appuyé la tenue de la réunion en faveur de la ratification immédiate des requêtes individuelles. Le 16 mars, ses représentants ont abordé, avec un membre de l'ambassade des États-Unis à Tokyo, des questions relatives aux droits de l'homme, et notamment la mort par surménagement (« karoshi »)

et la purge anticomuniste de 1949 (« la Purge rouge »). Le Comité a aussi organisé à Gunma, le 23 mars, une réunion sur les requêtes individuelles.

2011 : le Comité a appuyé la tenue à Tokyo, le 25 février, d'une réunion sur les requêtes individuelles avec 80 participants. Il a appuyé l'organisation à Tokyo, le 10 décembre, du colloque sur le droit fondamental à la paix, avec des enseignants de la Société espagnole pour le droit international des droits de l'homme et 90 participants.

5. Kenya Alliance for Advancement of Children

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Kenya Alliance for Advancement of Children est une organisation non gouvernementale nationale créée en 1988 pour faire office de comité de liaison chargé des droits de l'enfant. Elle a pour principal objet de suivre et d'évaluer les progrès réalisés ou non dans l'application au Kenya des principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle a été enregistrée comme ONG nationale le 22 juin 1995.

Objectifs et mission

But : une société qui protège les droits des enfants et des jeunes. Mission : préconiser et promouvoir la réalisation des droits des enfants et des jeunes au Kenya.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Kenya Alliance for Advancement of Children a tenu des réunions consultatives visant à intégrer la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le droit kényan.
- Elle a joué un rôle de pointe pour faire rapport sur la situation des enfants au Kenya au titre de l'examen périodique universel sur les droits de l'homme.
- Elle a pris part aux célébrations du vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant à Genève.
- Elle a participé à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme à Genève et a fait, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, en partenariat avec le Groupe de la liaison avec les ONG, un exposé sur la violence contre les enfants dans les établissements d'enseignement.
- Elle a participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York.
- Elle a participé à la journée de débat général du Comité des droits de l'enfant 2011 et au Forum social 2011.
- Elle a sensibilisé les organisations de la société civile et le Conseil national des services de l'enfance aux principes directeurs concernant les orphelins et les enfants vulnérables.

- Elle a tenu la conférence annuelle de Children's Voices Conferences, qui réunit plus de 300 enfants, afin de favoriser la participation des enfants.
- Elle a participé au troisième Forum des organisations de la société civile sur la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, à Addis-Abeba.
- Elle a participé, à Bamako, à l'Assemblée générale annuelle du Consejo Nacional de Fomento Educativo.
- Elle a participé, à Rio De Janeiro, au troisième Congrès mondial sur l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.
- Elle a participé à la treizième réunion du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant.
- Elle a participé, au Centre international de Genève, à la conférence intitulée « Convention relative aux droits de l'enfant : des impératifs moraux aux obligations légales – à la recherche de recours efficaces contre les violations des droits de l'enfant ».
- Assurant le secrétariat du Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF pour la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'Alliance a participé à une entrevue sur la réforme de ce comité lors de la visite au Kenya de l'un de ses coprésidents.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Voir plus haut

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Kenya Alliance for Advancement of Children a collaboré avec le bureau de pays de l'UNICEF au Kenya à l'examen de la législation et à la préparation de deux rapports présentés par les États parties au Comité des droits de l'enfant de l'ONU. Elle a également collaboré avec l'OIT pour animer un projet, fondé sur la méthodologie SCREAM (Défense des droits des enfants par l'éducation, les arts et les médias), pour combattre le travail des enfants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Kenya Alliance for Advancement of Children a coordonné la participation d'enfants à la Journée mondiale de la lutte contre le sida.
- Elle a payé les frais de scolarité d'écoliers et d'écolières dans la gêne.
- Elle a initié des enseignants à la participation des enfants; elle a distribué des paquets de serviettes hygiéniques aux filles.
- Elle a sensibilisé les membres d'une association de parents et d'enseignants à la santé procréative des adolescents.
- Elle a concouru à sensibiliser les enfants et les enseignants au remplacement des châtiments corporels.

- Elle a sensibilisé les enfants à la lutte contre le travail des enfants en utilisant la méthode SCREAM en partenariat avec le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants.

6. Kindernothilfe

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Kindernothilfe est une organisation non gouvernementale fondée en Allemagne en 1959, qui travaille en partenariat avec des organisations locales dans 30 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Son objectif est de protéger et de faire respecter les droits des enfants. Ses programmes touchent 779 540 enfants vulnérables et marginalisés.

Contribution à des activités des Nations Unies

Toutes les activités de l'organisation servent le programme de l'ONU en matière de développement. Les projets dont elle s'occupe dans 30 pays en développement contribuent directement à réduire la pauvreté et à favoriser l'essor des populations locales, et sont axées sur l'éducation et la formation professionnelle, le soutien aux enfants vulnérables et l'aide nutritionnelle lors des crises humanitaires. Elle mène également des actions de sensibilisation qui portent principalement sur le développement – elle participe ainsi en tant que membre à la Campagne mondiale en faveur de l'éducation, à la Coalition allemande pour la lutte contre le sida et à la Coalition allemande visant à mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats – mais fait aussi pression auprès de différentes parties prenantes allemandes. L'une des principales activités de l'organisation ces quatre dernières années a consisté à plaider en faveur d'un troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. En outre, son action de sensibilisation aux enjeux mondiaux en Allemagne vient appuyer les programmes du Conseil économique et social en matière de développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le 18 janvier 2008 à Genève, un responsable des actions de sensibilisation de Kindernothilfe a pris part à la quarante-septième session du Comité des droits de l'enfant, qui a examiné le rapport de l'État allemand sur les enfants dans les conflits armés.

En 2008, en tant que membre du Groupe de travail des ONG internationales pour une procédure de communication concernant la Convention relative aux droits de l'enfant, Kindernothilfe a continué de défendre activement le lancement d'une campagne internationale.

Le 6 mars 2008 à Genève, un responsable des actions de sensibilisation de Kindernothilfe, l'organisation partenaire The Cradle (Kenya) et le Groupe de travail des ONG internationales ont organisé un événement parallèle lors de la septième session du Conseil des droits de l'homme consacré à une procédure de présentation de communications concernant la Convention sur les droits de l'enfant.

Le 8 Septembre 2008, en collaboration avec la coalition nationale qui surveille comment l'Allemagne s'acquitte de ses obligations au titre de la Convention des droits de l'enfant et le Forum Menschenrechte, un responsable des actions de sensibilisation de Kindernothilfe a présenté un document (A/HRC/WG.6/4/DEU/3) à la quatrième session de l'Examen périodique universel de l'Allemagne.

Les 17 et 18 décembre 2009, du 6 au 10 décembre 2010 et du 10 au 16 février 2011, un responsable des actions de sensibilisation de Kindernothilfe a, en collaboration avec le Groupe de travail des ONG internationales, participé à trois réunions du Groupe de travail à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, présenté plusieurs déclarations orales et formulé des propositions de modification à l'avant-projet de protocole facultatif.

En juin 2011, un responsable des actions de sensibilisation de Kindernothilfe a fait une déclaration orale à la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme à propos du projet de troisième protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le 10 juin 2008 à Berlin, Kindernothilfe a pris part à une conférence nationale sur l'exploitation sexuelle des enfants, organisée par l'UNICEF et d'autres entités.

Les 10 et 11 mai 2010, l'Organisation a participé à la Conférence mondiale de La Haye sur le travail des enfants, organisée par le Bureau international du Travail.

Le 8 septembre 2010 à Berlin, elle a organisé une conférence nationale sur l'objectif n° 2 du Millénaire pour le développement, « Assurer l'éducation primaire pour tous », en collaboration avec l'UNICEF et la Fondation Friedrich-Ebert Stiftung.

En 2010, le bureau de Kindernothilfe en Haïti a participé régulièrement aux réunions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires qui se sont tenues après le séisme du 12 janvier 2010. Dans le cadre de réunions de groupe, l'organisation a coopéré étroitement avec l'UNICEF.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Sur le terrain, Kindernothilfe a soutenu :

- Pour l'objectif n° 2 du Millénaire pour le développement, 509 projets (284 en Asie, 92 en Afrique et 133 en Amérique latine) axés sur l'éducation préscolaire, des programmes de bourses d'études et la formation professionnelle;
- Pour l'objectif n° 3 du Millénaire pour le développement, 52 projets (14 en Asie, 33 en Afrique et 5 en Amérique latine) axés sur les groupes d'entraide, des programmes de microcrédit, et des programmes de développement communautaire;
- Pour l'objectif n° 4 et l'objectif n° 5 du Millénaire pour le développement, 248 projets (61 en Asie, 91 en Afrique et 96 en Amérique latine) axés sur des programmes de soins et de réadaptation pour les enfants handicapés, ainsi que sur l'aide aux enfants traumatisés et aux enfants qui travaillent; pour l'objectif

n° 6 du Millénaire pour le développement, 71 projets (20 en Asie, 48 en Afrique et 3 en Amérique latine) axés sur des programmes de prévention du VIH/sida, des groupes d'entraide, ou encore le traitement des traumatismes des orphelins du sida.

Dans le cadre de son action en faveur des principes mondialement reconnus, Kindernothilfe participe à l'Action mondiale contre la pauvreté et à la Campagne Objectifs du Millénaire des Nations Unies. Elle s'associe à la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté le 17 octobre de chaque année. Kindernothilfe a organisé, en sa qualité de membre d'un consortium international de cinq organisations, la campagne internationale intitulée « Act positive: AIDS affects us all », dont les principaux objectifs sont de mener des actions de sensibilisation et de faire du lobbying au Parlement européen en faveur des politiques actuelles concernant les jeunes touchés par le VIH/sida. Elle a aussi, lors de conférences pour les jeunes, lancé des pétitions, recueilli des signatures avec des parlementaires; enfin, elle est entrée en contact avec plus de 200 000 jeunes européens à la faveur d'initiatives axées sur le théâtre et de projets pédagogiques.

7. Association libanaise pour la protection des personnes handicapées

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. Créée en 1984, elle bénéficie depuis 2000 du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. L'organisation a considérablement évolué depuis et est devenue un institut de réinsertion de premier plan qui dispense ses services à 39 145 patients.

Buts et objectifs de l'organisation

Fidèle à sa mission, qui est d'améliorer la qualité de vie des personnes atteintes d'un handicap de manière à leur rendre leur dignité, à accroître leur autonomie et à leur permettre d'exercer une activité, l'Association propose une gamme complète de services médicaux et de réadaptation, qui sont constamment actualisés pour tenir compte des dernières avancées techniques : a) diagnostic et traitement; b) rééducation physique; c) réadaptation psychosociale; d) réinsertion éducative; e) réadaptation professionnelle.

Changements à signaler

L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées a obtenu la certification ISO 9001 : 2008, après avoir satisfait plusieurs années durant aux conditions requises, en veillant au contrôle de la qualité.

Elle a également introduit l'ergothérapie dans ses programmes de réadaptation et a développé les sections qui existaient déjà.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées ambitionne, de par sa mission, sa vision, ses objectifs et son action quotidienne, de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en encourageant les bonnes pratiques et en militant pour permettre aux personnes handicapées d'avoir une vie meilleure.

L'organisation a également participé à divers ateliers et réunions dans le cadre des activités des Nations Unies, notamment :

- i) La deuxième réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions (2011);
- ii) Le premier atelier de formation sur l'autonomisation des femmes handicapées (2011);
- iii) La deuxième conférence ministérielle d'examen de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement (2011).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées a assisté au lancement de la campagne sur la guerre et le handicap commanditée par le Bureau du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des handicapés (février 2008).

Coopération avec les institutions des Nations Unies

- i) En coopération avec le Centre libanais de lutte contre les mines, l'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées organise régulièrement des réunions de sensibilisation aux dangers des mines terrestres dans les zones à risque, qui sont en partie financées par l'UNICEF (2008-2011);
- ii) Cent quarante-sept personnes ont assisté à des stages de formation professionnelle financés par l'OIT (2010);
- iii) L'Association participe au suivi et à la coordination des travaux menés par des organismes des Nations Unies comme la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, l'UNICEF et d'autres organisations, en assistant régulièrement à des réunions, conférences et séminaires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif n° 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim :

- i) Compensation des pertes subies, suite à la guerre du Liban de juillet 2006, par de petites entreprises gérées par 21 personnes ayant survécu à l'explosion de mines terrestres et souffrant d'un handicap permanent, pour les aider à redresser leur activité et leur permettre ainsi de subvenir aux besoins de leurs familles (2008);
- ii) Certification professionnelle (pour la période 2008-2011) de 387 personnes ayant suivi une formation intensive de neuf mois dans les domaines

suivants : dactylographie, programmation informatique, métiers de bouche, soins esthétiques, entretien de matériel câblé et de matériel sans fil. Les compétences sanctionnées par ces diplômes permettront à des apprenants handicapés et non handicapés d'améliorer leur employabilité.

Objectif n° 2 : assurer l'éducation primaire pour tous :

- i) Renforcement de la section Éducation spécialisée de l'Association, avec la mise en place de cours pour personnes atteintes d'autisme et de trisomie 21; 121 personnes souffrant d'un handicap, ainsi que 21 personnes en situation de décrochage scolaires, sont inscrites dans le programme en cours. Ce nombre augmente d'année en année;
- ii) Financement des frais d'inscription et des fournitures scolaires pour les enfants dont le père ou la mère souffre d'un grave handicap.

Objectif n° 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies :

- i) L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées a mené à bien sa campagne de sensibilisation sur le cancer du sein dans 125 villages du sud du Liban, qu'elle avait lancée en 2007. La campagne comportait, outre un dépistage gratuit (mammographie et échographie), des conférences sur l'importance de la détection précoce, la définition du cancer du sein, ses symptômes et les méthodes de prévention; 2 000 femmes ont fait l'objet d'un dépistage et celles chez qui une tumeur maligne avait été détectée ont bénéficié d'un suivi supplémentaire et ont été soignées gratuitement dans les hôpitaux locaux (2007-2008);
- ii) Campagnes d'information sur les handicaps, les interventions précoces et d'autres questions dans le domaine de la santé.

Objectif n° 8 : Garantir un environnement durable :

- i) L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées a contribué, par ses conseils, à améliorer les techniques de plantation des agriculteurs; les laboratoires d'analyse des sols et de l'eau ont joué un rôle de premier plan dans le programme;
- ii) L'organisation a équipé 32 écoles publiques de 70 nouveaux réservoirs d'eau potable et de 38 systèmes de filtration d'eau.

Activités à l'appui des principes mondialement reconnus :

L'Association libanaise pour la protection des personnes handicapées encourage le sport pour les personnes handicapées, notamment le basketball en fauteuil roulant, le mini-football pour les survivants des mines terrestres, la natation et l'haltérophilie. L'organisation participe également, par des manifestations spéciales, à la Journée internationale de l'enfance, à la Journée internationale contre les sous-munitions et les mines terrestres, à la Journée internationale de la femme et à la Journée internationale des personnes handicapées.

8. Fédération luthérienne mondiale

Statut consultatif spécial : 1952

Introduction

La Fédération luthérienne mondiale est une communion mondiale d'Églises chrétiennes de tradition luthérienne. Fondée en 1947 à Lund, en Suède, l'organisation compte aujourd'hui parmi ses membres 145 Églises dans 79 pays, représentant 70,5 millions des chrétiens.

Changements à signaler

L'objectif et l'action de la Fédération luthérienne mondiale n'ont guère changé au cours de la période considérée. En 2010, l'organisation a tenu sa onzième Assemblée, qui a réuni les 145 Églises qui en sont membres dans 79 pays et qui représentent plus de 70 millions de chrétiens. Un nouveau Secrétaire général et un nouveau Président ont été élus, et de nouveaux membres ont également été élus au Conseil de l'organisation. En 2011, une stratégie pour la période 2012-2017 a été adoptée.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies est l'un des principaux partenaires de la Fédération luthérienne mondiale depuis sa fondation en 1947. De 2008 à 2011, la Fédération a coopéré étroitement avec le Conseil économique et social et avec l'ensemble des organismes des Nations Unies :

Juin 2008 : le Conseil de la Fédération luthérienne mondiale a réaffirmé son soutien à la Déclaration universelle des droits de l'homme en tant que fondement des normes internationales modernes en matière de droits de l'homme, pour promouvoir et protéger la dignité humaine; cette année-là, trois jeunes ont assisté, à Paris, à la conférence internationale commémorant le sixième anniversaire de la Déclaration universelle. La Fédération a organisé à Oslo un symposium sur la dette illégitime et a participé à un vaste travail d'examen mené par les Nations Unies concernant les restrictions aux voyages qui constituent une discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH/sida. En 2009, la Fédération a organisé une rencontre consacrée au changement climatique en Inde et au Kenya, en gage de solidarité mondiale avec les communautés vulnérables qui luttent contre les conséquences de ce changement. Le Conseil de la Fédération a adopté une résolution appelant les Églises membres et la Fédération à réagir au changement climatique. Il a en outre mené à bien, avec le concours d'Oxfam et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), un examen par les pairs permettant de rendre compte aux populations sinistrées, dans le cadre du Comité directeur pour les interventions humanitaires.

Après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, la Fédération luthérienne mondiale a fourni une assistance humanitaire et une aide à la reconstruction par l'intermédiaire du Bureau de son Département d'entraide mondiale en Haïti, en collaboration avec d'autres organisations humanitaires. En octobre 2010, la Fédération a publié, aux fins de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, un rapport relatif aux droits de la femme en Ouganda. En juin 2011, M. Volker Türk, Directeur de la Division des services de

protection internationale au HCR, a été invité à prononcer une allocution d'ouverture pour une réunion du Conseil de la Fédération portant sur les difficultés rencontrées par les réfugiés et les personnes déplacées. La Fédération s'emploie en outre à faciliter la participation des organisations non gouvernementales locales aux sessions de l'examen périodique universel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée (2008-2011), la Fédération luthérienne mondiale a participé à un grand nombre de réunions organisées par les Nations Unies, notamment celles du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité des droits de l'enfant, la Convention-cadre sur les changements climatiques, de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de l'Instance permanente sur les questions autochtones, la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement durable et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi qu'aux sessions et réunions de l'Examen périodique universel organisées par le Bureau de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

Coopération avec des organismes du système des Nations Unies

La Fédération luthérienne mondiale est l'un des plus importants partenaires de réalisation du HCR et gère le plus grand camp de réfugiés du monde, situé au Kenya. Comme indiqué précédemment, la Fédération collabore à la fois avec les Organes de la Charte et les organes conventionnels des Nations Unies. En 2008, la Fédération a présidé le Comité d'ONG sur les droits de l'homme à Genève.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Département d'entraide mondiale reconnu au niveau international, est l'organe de la Fédération qui s'occupe de l'aide humanitaire et du développement. Ses programmes de pays ont pour la plupart été mis à contribution pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement; ils doivent tous être menés dans le cadre des programmes animés à l'échelon national par les entités des Nations Unies, notamment le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Comité permanent interorganisations. Au cours de la période considérée, la Fédération a consacré ses principaux programmes de pays au changement climatique, à la sécurité alimentaire, à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration de la vie sociale et au VIH/sida. Elle est également très attachée aux partenariats mondiaux et encourage la collaboration internationale aux plans local et mondial.

9. Groupement pour les droits des minorités

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Groupement pour les droits des minorités, qui travaille avec quelque 130 partenaires dans plus de 60 pays, mène dans le monde entier des campagnes dont l'objectif est de permettre aux minorités défavorisées et aux populations autochtones, qui comptent souvent parmi les plus pauvres, de se faire entendre.

Changements à signaler

Les statuts du Groupement pour les droits des minorités, modifiés en octobre 2011, stipulent qu'il a pour objectifs de sensibiliser le public, de prévenir et de réduire la pauvreté, et de promouvoir les droits de l'homme, le règlement des conflits et la réconciliation.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Groupement pour les droits des minorités a principalement mené des activités de sensibilisation, de formation, de publication et d'information destinées à promouvoir et protéger, dans le monde entier, les droits des minorités ethniques, religieuses et linguistiques et des peuples autochtones. Il est intervenu contre l'exclusion sociale et la discrimination auxquelles sont sujettes les minorités et les communautés autochtones, et a cherché à les associer au processus décisionnel, notamment pour les stratégies de réduction de la pauvreté et les plans de développement. Le Groupement s'est également efforcé de prévenir les conflits et les atrocités massives en mettant en œuvre des programmes de consolidation de la paix et de réconciliation, et a favorisé l'égalité entre les sexes en combattant la discrimination exercée sur des femmes appartenant à des minorités et à des populations autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : i) séance inaugurale du Forum sur les questions relatives aux minorités, 15 au 16 décembre, Genève. Le Directeur du Groupement a été invité à prendre la parole dans le cadre du point 3 de l'ordre du jour, concernant les critères essentiels pour une stratégie d'éducation efficace. Le Groupement a organisé un événement parallèle sur le thème de la lutte contre le refus du droit à l'éducation; ii) Conseil des droits de l'homme, septième session, 3 au 28 mars, Genève. Le représentant du Groupement a participé à la session afin de soutenir le renouvellement du mandat de l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités et a assuré la coordination de deux interventions.

2009 : i) deuxième session du Forum, 12 au 13 novembre, Genève. Le directeur du Groupement a fait une déclaration dans le cadre du point 3, concernant les obstacles à la participation politique des minorités; ii) Onzième session du Conseil, 2 au 18 juin, Genève. Des représentants du Groupement ont assisté à la session et au débat sur les droits de l'homme et le changement climatique.

2010 : i) troisième session du Forum, 14 et 15 décembre, Genève. Le responsable des politiques du Groupement a fait une déclaration dans le cadre des points 7 et 8, concernant la Participation utile et effective à l'élaboration des

politiques économiques et des politiques de développement. Le Groupement a coorganisé, avec l'Organisation des peuples et des nations non représentés, une manifestation parallèle sur les minorités et les ressources naturelles et, avec l'UNICEF, une autre manifestation sur les droits des enfants des minorités; ii) treizième session du Conseil des droits de l'homme 1^{er} au 26 mars, Genève. Le représentant du Groupement a fait une déclaration concernant le rapport de l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités; iii) quinzième session du Conseil, 13 septembre au 1^{er} octobre, Genève. Les représentants du Groupement ont participé à la session.

2011 : i) quatrième session du Forum, 29 et 30 novembre, Genève. Le représentant du Groupement a fait une déclaration dans le cadre du point 7, concernant les Mesures pratiques visant à garantir les droits des femmes appartenant à des minorités. Le Groupement a coorganisé, avec l'Organisation des peuples et des nations non représentés, une manifestation parallèle sur les violences faites aux femmes des minorités et leur accès à la justice : ii) seizième session du Conseil des droits de l'homme, 28 février au 25 mars, Genève. Le représentant du Groupement a prononcé une allocution consacrée au rapport de l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités; iii) dix-septième et dix-huitième sessions du Conseil, tenues respectivement du 30 mai au 17 juin et du 12 juin au 30 septembre, Genève. Des représentants du Groupement ont assisté à ces travaux; iv) onzième session de l'Examen périodique universel, 2 au 13 mai, Genève. Le Groupement a présenté des rapports officiels pour l'Examen périodique universel du Soudan, de la Hongrie et de la Somalie, et un représentant a assisté à la session afin de faire pression pour que les minorités soient prises en considération.

Coopération avec des organismes du système des Nations Unies

- Publication, en collaboration avec l'UNICEF, du rapport sur « La situation des minorités et des populations indigènes dans le monde en 2009 », qui s'intéresse plus particulièrement à l'éducation
- Appui technique au PNUD pour l'élaboration d'un guide pratique intitulé « Marginalised Minorities in Development Programming: A UNDP Resource Guide and Toolkit » (2010)
- Commande par le HCR de la rédaction du quatrième volume de la publication intitulée « Need to Know Guidance Series, Working with Minorities and Indigenous Peoples »
- En collaboration avec le HCDH et le bureau de l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités, le Groupement a coorganisé la journée de préparation au Forum en 2009, 2010 et 2011

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Groupement pour les droits des minorités a contribué à renforcer les capacités des organisations de la société civile dans plusieurs nouveaux États membres de l'Union européenne afin de sensibiliser le public aux problèmes de développement et d'encourager la mise en œuvre de stratégies appropriées et efficaces en vue d'y remédier. Il a également contribué à faire en sorte que les principaux acteurs du développement et les décideurs tiennent compte des droits des

minorités lorsqu'ils élaborent et déploient les politiques de développement. Il a en outre animé une campagne médiatique mondiale afin de sensibiliser le public à la nécessité, pour les minorités et les peuples autochtones, d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et de renforcer la visibilité de ces populations dans les médias européens.

10. Fondation pour l'éducation mère-enfant (AÇEV)

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Fondée en 1993, la Fondation pour l'éducation mère-enfant (connue sous son sigle turc, AÇEV) se consacre à l'éducation préscolaire et à celle des adultes. Elle a mis en place des programmes dans les 65 provinces de Turquie et dans 12 pays du Moyen-Orient, d'Europe et d'Amérique latine.

Objectifs

La Fondation est persuadée que tous les enfants, quelles que soient leurs conditions à la naissance, méritent de partir sur un pied d'égalité dans la vie et d'avoir la possibilité de s'épanouir. La Fondation s'emploie à élaborer par des procédés scientifiques des programmes préscolaires qu'elle dispense aux adultes faisant partie de groupes défavorisés sur le plan socioéconomique, ainsi qu'à mener des études et à gérer des campagnes de sensibilisation.

Changements à signaler

En février 2012, le statut de relations opérationnelles dont bénéficiait la Fondation auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a été transformé en statut de consultation, dans le cadre de la reclassification des partenariats de l'UNESCO avec les organisations non gouvernementales. La Fondation a forgé de nouveaux partenariats avec le Ministère turc de la famille et des politiques sociales et celui de l'agroalimentaire, de l'agriculture et de l'élevage, en vue de la mise en place de programmes d'éducation dans les zones urbaines et rurales.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2005 à 2009, la Fondation a mené sa campagne sur le thème de « Sept ans, c'est trop tard », qui a contribué à sensibiliser le public turc à l'éducation préscolaire et à influencer les politiques publiques. Depuis le lancement de la campagne en 2005 jusqu'en 2011, le taux de scolarisation des jeunes de 4 à 6 ans a augmenté pour passer de 16 % à 43 % et devrait être de 100 % en 2013, objectif visé par le Gouvernement. La Fondation a été en outre reconnue en 2008 comme une autorité dans le domaine de la petite enfance et de l'éducation des adultes, lorsque le Ministère de l'éducation nationale a lancé un programme d'éducation des familles à l'échelle du pays, inspiré du programme-phare de la Fondation, intitulé « Programme d'éducation mère-enfant », qui a été primé.

En 2009, après avoir obtenu des données en provenance du terrain, la Fondation a élaboré un nouveau programme pour les femmes et les enfants vivant en milieu rural, qui ont besoin d'une aide à l'éducation. L'objectif est d'autonomiser

les femmes rurales et d'appuyer le développement de leurs enfants. Il comprend l'utilisation de supports pédagogiques audiovisuels pour rendre l'enseignement plus efficace. En 2010, avec l'aide financière du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, la Fondation a lancé en Turquie un projet de formation des pères à l'élimination de la violence familiale. En 2011, le bureau de pays de l'UNICEF en Turquie et la Fondation ont signé un Accord de coopération au titre des programmes pour aider le Ministère turc de l'éducation nationale à établir des normes de qualité dans le système d'éducation préscolaire. À la fin de 2011, la Fondation a lancé un nouveau programme d'enseignement à distance en vue d'offrir des cours d'alphabétisation au moyen d'un portail Web.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En 2010, des représentants de la Fondation ont participé à un atelier de suivi et d'évaluation organisé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui s'est tenu à Bratislava, du 8 au 12 novembre.

En 2011, un représentant de la Fondation a participé à la trente-sixième conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue à Paris du 25 octobre au 10 novembre.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Un projet a été exécuté en collaboration avec l'UNICEF pour établir des normes de qualité dans le cadre d'un système de suivi du système d'enseignement préscolaire en Turquie (2011-2013).
- Une assistance financière a été fournie par UNIFEM en vue de la formation des pères à l'élimination de la violence dans les familles, notamment contre les femmes et les filles, l'objectif étant de faire participer les hommes à un programme global de prévention communautaire (2010-2013).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À la fin de 2014, la Fondation pense qu'elle aura un impact sur environ un million de familles en Turquie, grâce à une plus grande sensibilisation du public au développement du jeune enfant et à l'éducation préscolaire; à la collecte de 20 millions de dollars pour ces activités; à la fourniture d'une éducation préscolaire et d'une éducation aux parents sur la manière d'élever leurs enfants; à l'alphabétisation de 400 000 jeunes enfants et adultes; et à la formation de 2 500 formateurs, contribuant ainsi au deuxième objectif sur l'enseignement primaire, au troisième objectif sur l'égalité des sexes, au quatrième objectif sur la santé de l'enfant et au huitième objectif sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. De janvier 2010 à décembre 2011, la Fondation a réuni 12 millions de dollars (61 % de l'objectif), offert une éducation préscolaire, enseigné aux parents comment élever leurs enfants, alphabétisé 141 500 personnes (35 % de l'objectif) et formé 1 876 nouveaux formateurs (75 % de l'objectif).

11. Mother's Union

Statut consultatif spécial : 2000

Objectifs

Mother's Union cherche à démontrer que la foi chrétienne transforme les communautés partout dans le monde, grâce à la protection de la famille sous ses nombreuses formes. Grâce à ses membres sur le terrain, Mother's Union apporte son soutien à la vie familiale et au mariage au moyen de campagnes et de programmes concrets et d'une entraide entre chrétiens. Mother's Union est présente dans 83 pays. Son siège est à Londres.

Changements à signaler

Mother's Union compte, depuis 2007, 4 millions de membres et a une présence dans 83 pays, qui s'étend désormais au Congo, au Danemark, à la Finlande, au Portugal et au Soudan du Sud.

La récession mondiale a nui à la capacité de l'organisation de mener ses activités dans le monde, d'accorder notamment de petites subventions et d'assurer la relève du personnel.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les principaux programmes de développement de Mother's Union sont axés sur la vie familiale, l'alphabétisation, l'enseignement des rudiments de la gestion de l'argent du ménage et de la manière d'élever les enfants. L'organisation mène également des campagnes et des activités de mobilisation (pour plus de détails, voir ci-après).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue au Siège de l'ONU, du 25 février au 7 mars, Mother's Union a présenté une déclaration écrite sur le financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes; des représentants ont participé à la session et organisé une manifestation parallèle sur les moyens d'accéder à l'égalité et sur la façon dont Mother's Union mobilise l'enseignement communautaire.

En 2008 également, à la soixante et unième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, du 3 au 5 septembre, sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : la Déclaration universelle à 60 ans », des représentants sont intervenus dans un séminaire consacré à la protection des droits fondamentaux des migrants et de leur famille en vue de promouvoir le développement : ils ont évoqué les problèmes qui se posent et les stratégies envisagées.

En 2009, à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue au Siège de l'ONU, du 2 au 13 mars, Mother's Union a présenté une déclaration écrite sur le partage équitable des responsabilités entre hommes et femmes, y compris les soins dispensés dans le cadre du VIH/sida; des

représentants ont participé à la session et organisé une manifestation parallèle sur le partage des soins et la façon dont Mother's Union encourage l'égalité des sexes dans les familles.

En 2010, à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue au Siège de l'ONU, du 2 au 13 mars, Mother's Union a présenté une déclaration écrite sur le thème « Examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (1995) et les textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (2000) », et des représentants ont participé à la session.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2010, l'organisation a été chargée par le service national de santé de tricoter des modèles de seins destinés aux femmes enceintes et aux nouvelles épouses pour les former à l'allaitement maternel, à l'appui de l'initiative Hôpitaux amis des bébés de l'UNICEF.

En 2011, à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, l'organisation a fait partie d'un comité directeur et prodigué, aux côtés de la section d'ONU-Femmes au Royaume-Uni, des conseils au Bureau du Gouvernement chargé des questions d'égalité sur la participation des organisations non gouvernementales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Mother's Union a encouragé la sensibilisation de ses membres aux huit objectifs du Millénaire pour le développement, qui ont été intégrés à plusieurs de ses programmes.

Le programme d'alphabétisation et d'enseignement des éléments de base de la gestion de son argent au Burundi, au Malawi, au Soudan et au Soudan du Sud, visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, fournit à plus de 80 000 femmes et à leurs communautés des compétences pour ce qui est de lire, d'écrire, de compter, d'avoir des sources de revenus et de défendre leurs intérêts. Il a réussi non seulement à améliorer les rapports hommes-femmes et à accroître leurs revenus, mais aussi à leur donner ainsi qu'à leurs communautés la possibilité de scolariser un plus grand nombre d'enfants dans les cycles primaire et secondaire, de les vacciner et de former des accoucheuses traditionnelles.

Le programme, axé sur la vie familiale en Ouganda, mobilise les communautés qui cherchent à recenser et à résoudre les questions auxquelles elles font toutes face. Les participants améliorent la nutrition et la sécurité alimentaire grâce à la culture de jardins potagers et à la gestion de banques de semences; ils améliorent également la santé de l'enfant et de l'adulte grâce à la construction de fosses d'aisance et d'installations pour se laver les mains; sensibilisent les communautés au VIH/sida et mettent les personnes en relation avec un réseau de prestataires de soins à domicile pour les personnes malades; et préservent mieux l'environnement au moyen de fourneaux économes en combustible et de la plantation d'arbres.

Le programme, axé sur la survie de l'enfant en Angola, forme des formateurs pour sensibiliser la communauté à la santé de l'enfant; et les membres au Cameroun gèrent un projet d'éducation à l'hygiène sexuelle de l'enfant.

12. Mukono Multi-Purpose Youth Organisation

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Fondée en 1992 et basée en Ouganda, Mukono Multi-Purpose Youth Organisation mène des activités qui visent à promouvoir les droits et le bien-être des jeunes, notamment dans les zones rurales. Elle est inscrite depuis 1994 au Conseil national ougandais des organisations non gouvernementales.

Objectifs

L'organisation a pour mission d'améliorer la qualité de vie des jeunes et des femmes et de leur donner la possibilité de réussir dans la vie, grâce à un enseignement scolaire et non scolaire, à des soins de santé et à un développement économique durable.

L'organisation existe grâce aux précieuses contributions fournies par les membres, des bénévoles et d'autres partenaires du développement, locaux ou internationaux, notamment le Development Network of Indigenous Voluntary Associations et le réseau ougandais des organisations non gouvernementales pour l'eau et l'assainissement.

Objectifs d'ensemble

Les objectifs d'ensemble de l'organisation sont les suivants :

- a) Élaborer des programmes destinés aux jeunes et les renforcer grâce à une formation, à des projets de microentreprise et à des visites d'échange, en vue d'accéder à l'autosuffisance;
- b) Plaider en faveur d'un plus grand accès à un enseignement de qualité, de style traditionnel ou non, y compris l'éducation des enfants et l'orientation professionnelle;
- c) Promouvoir l'alphabétisation des adultes et des filières de formation et d'apprentissage pour les enfants des rues non scolarisés et les jeunes handicapés;
- d) Renforcer les capacités des jeunes de participer effectivement à l'élaboration des décisions et aux prises de décisions grâce à des camps de jeunes, à des ateliers et à des conférences;
- e) Entreprendre et exécuter des projets visant à réduire la faim et la pauvreté, à améliorer les soins de santé et à protéger l'environnement en vue d'un développement durable.

Changements à signaler

Aucun changement fondamental n'est à signaler dans les sources de revenus de l'organisation au cours des quatre dernières années; il faut néanmoins noter que le financement a augmenté depuis que l'organisation bénéficie d'un statut consultatif.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, Mukono Multi-Purpose Youth Organisation a participé à un certain nombre d'activités en vue d'appuyer l'action de l'ONU et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, y compris la mobilisation en faveur des orphelins et des enfants vulnérables ainsi que d'un meilleur accès à l'enseignement scolaire et non scolaire, à la formation professionnelle et à l'apprentissage, pour permettre aux jeunes d'acquérir diverses compétences, et la sensibilisation des jeunes et des adultes à la prévention du VIH/sida et à des services d'appui psychosocial.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période 2008-2011, l'organisation a participé à deux réunions de l'ONU : à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue du 25 février au 7 mars 2008, et aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations de la société civile et le secteur civil, qui se sont tenues les 14 et 15 juin 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas véritablement coopéré avec des entités du système des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Mukono Multi-Purpose Youth Organisation a participé à la lutte contre la pauvreté extrême grâce à la distribution de chèvres destinées à la reproduction, à l'octroi d'un appui à des groupes de femmes et à des études de marché pour accroître les revenus des ménages, de façon qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille. Plus de 38 familles avec des orphelins et des enfants vulnérables dans les sous-comtés de Nabbale, de Kasawo et de Kimenyedde et dans le district de Mukono ont bénéficié du projet de distribution de chèvres. L'organisation a également fourni des machines à coudre et assuré la formation professionnelle des jeunes, dans son centre; 26 d'entre eux, principalement des filles, en ont profité, dont certains travaillent à présent à leur propre compte.

Mukono Multi-Purpose Youth Organisation a mis en place une maternelle, qui s'est transformée en école primaire, et dispensé un enseignement primaire à 23 enfants dont 2 aveugles, 3 sourds et 5 séropositifs.

Mukono Multi-Purpose Youth Organisation a fourni des services d'appui psychosocial à l'hôpital de Naggalama, notamment à plus de 8 000 personnes vivant avec le VIH/sida. En collaboration avec ses partenaires, l'organisation a distribué plus de 3 000 moustiquaires à des personnes vivant avec le VIH/sida et offert une formation sur la prévention du paludisme; elle a également sensibilisé la communauté, procédé au dépistage du VIH chez 12 300 personnes et formé plus de 50 conseillers communautaires et de pairs éducateurs. Elle a participé aux journées mondiales de la lutte contre le sida en Ouganda, qui sont célébrées le 1^{er} décembre, à Buvuma (en 2011), à Kasawo (en 2009) et à Naggojje (en 2008). L'organisation a formé plus de 50 conseillers communautaires et de pairs éducateurs.

13. Myochikai (Fondation Arigatou)

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Myochikai (Fondation Arigatou) mène ses activités en étant pleinement consciente que les enfants sont le trésor de l'humanité, héritent de la Terre et sont porteurs de la paix future. Depuis 1990, une grande partie des efforts de l'organisation, visant à instaurer la paix dans le monde, a porté sur les enfants. Toutes les activités d'Arigatou sont financées par les contributions des membres de Myochikai, qui font des dons dans le cadre de leur pratique bouddhiste.

Changements à signaler

En 2008, l'organisation a introduit une Journée internationale de prière et d'action pour les enfants et ouvert un secrétariat à New York.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à l'action de l'ONU et aux objectifs du Millénaire pour le développement, principalement dans les domaines suivants : 1) l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies; 2) un enseignement de qualité (deuxième et troisième objectifs du Millénaire); 3) la consolidation de la paix; et 4) l'aide à la survie de l'enfant (quatrième objectif). Elle travaille directement avec des organismes des Nations Unies et soutient trois initiatives dans le monde : le Réseau mondial des religions en faveur des enfants, un programme de coopération entre les religions pour défendre les droits de l'enfant; Apprendre à vivre ensemble : un programme interculturel et interreligieux pour l'enseignement de l'éthique, élaboré conjointement par l'UNESCO et l'UNICEF; et la Journée internationale de prière et d'action pour les enfants, grâce à son statut consultatif officiel auprès de l'UNICEF.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En septembre 2008, à Genève, des représentants de l'organisation ont présenté une déclaration écrite sur le droit de l'enfant à l'éducation dans les situations d'urgence et sont intervenus au cours de la journée de débat général organisée par le Conseil des droits de l'homme, consacrée à la question, dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Elle a participé en 2009-2011 à Genève à la dixième session du Conseil des droits de l'homme, du 2 au 27 mars 2009; à la douzième session, du 14 septembre au 2 octobre 2009; et à la seizième session, du 28 février au 25 mars 2011. Parmi ses contributions écrites, elle a participé au cours de la dixième session à l'élaboration des documents A/HRC/10/NGO/112 et A/HRC/10/NGO/113; a contribué à l'organisation de l'atelier sur l'éducation interculturelle et interreligieuse et la liberté de croyance; a corédigé les documents A/HRC/13/NGO/93 et A/HRC/13/NGO/94 à la treizième session et le document A/HRC/16/NGO/116 à la seizième session; a prononcé au cours de la dix-septième session une allocution sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme et a corédigé le document A/HRC/17/NGO/57.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré dans une large mesure avec les entités du système des Nations Unies.

En 2008, elle a financé à hauteur de 10 000 dollars les opérations de secours menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies après le passage du cyclone au Myanmar; elle a demandé à faire partie du Groupe sur l'éducation aux droits de l'homme à la cent quatre-vingtième session du Conseil d'administration de l'UNESCO à Paris; a contribué à organiser un séminaire sur la religion et la diversité culturelle, à la Conférence sur l'éducation pour la compréhension et le dialogue interculturels, qui s'est tenue à Copenhague; a introduit la Journée internationale de prière et d'action pour les enfants au forum du Réseau mondial des religions en faveur des enfants, auquel ont participé le Vice-Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'UNICEF.

En 2009-2011, l'organisation a été partenaire de l'UNICEF et d'autres organismes et organisé 190 activités dans le cadre des journées mondiales, dans 70 pays, avec la participation de 1 400 organisations et de 274 300 personnes.

En 2009, l'organisation a fourni 11 143 dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; et a été chargée par la Section du dialogue interculturel de l'UNESCO de mener une étude mondiale sur les pratiques en cours dans le dialogue interreligieux, entrepris par les jeunes, en faveur des jeunes.

En 2010, l'organisation a signé un mémorandum d'accord avec l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation relative aux religions et aux croyances; et a contribué 119 840 dollars à l'élaboration du guide de l'UNICEF intitulé *Créer un partenariat en faveur des enfants avec les communautés religieuses*.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2008 à 2011, l'organisation a fourni 832 343 dollars en aide d'urgence à la survie des enfants (objectif 4) à la suite de catastrophes naturelles et dans les zones de conflit et a appuyé à maintes reprises les efforts de l'UNICEF et du HCR. En 2008, elle a donné 99 162 dollars à un projet de l'UNICEF sur l'éducation des filles au Tadjikistan (objectif 3a). En 2010, elle a contribué à financer au Japon une campagne de sensibilisation aux objectifs du Millénaire pour le développement.

À l'appui des objectifs 2, 3 et 4, l'organisation a organisé 193 activités et programmes dans le cadre du Réseau mondial des religions en faveur des enfants dans 28 pays, avec 46 200 participants, y compris des cercles de jeunesse pour la paix dans les zones de conflit en Afrique, des ateliers de réconciliation interreligieuse et des campagnes de mobilisation nationales et communautaires en faveur de l'éducation des filles et des droits de l'enfant.

La Journée internationale de prière et d'action en faveur des enfants appuie explicitement les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2009, des activités de sensibilisation, d'éducation et de mobilisation de la communauté se sont déroulées dans 22 pays, avec 8 800 participants, axées notamment sur la pauvreté (objectif 1), le VIH/sida et les besoins des orphelins du sida (objectif 6), l'éducation

des filles (objectif 3). En 2010, des activités ont eu lieu dans 48 pays auxquelles ont participé 36 500 personnes; dont 19 consacrées exclusivement à l'allaitement maternel (objectif 4); et 46 autres aux droits de l'enfant, qui sont essentiels à la réalisation de plusieurs des objectifs du Millénaire. En 2011, sur la base de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, des activités ont été organisées dans 72 pays, avec la participation de 1 400 organisations et de 229 000 personnes. Le programme interculturel et interreligieux de l'organisation pour l'enseignement de l'éthique, intitulé « Apprendre à vivre ensemble » a appuyé les objectifs 2, 3 et 4. Des ateliers dans 16 pays ont abordé des principes universels comme un enseignement de qualité, les droits de l'homme, la transformation des conflits et la consolidation de la paix. Depuis 2008, le programme, qui est dispensé gratuitement, a été adopté par 200 organisations dans le monde.

14. National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Fondée en 1935, la National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs est une organisation nationale à but non lucratif, qui cherche à promouvoir et à protéger les intérêts des femmes de carrières libérales ou à la tête d'une entreprise.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs a parrainé un certain nombre d'activités parallèles au Siège de l'ONU au cours de la période à l'examen.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

- L'organisation a participé en 2008 à une conférence organisée à Paris par le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU sur la réaffirmation des droits de l'homme pour tous; et à une session extraordinaire de la Commission de la condition de la femme sur le financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, qui s'est tenue à New York.
- Elle a participé à une conférence organisée à New York, les 19 et 20 mars 2009; à une orientation annuelle, le 4 mars; à un exposé, le 23 avril, sur les droits des femmes vivant avec le VIH/sida; à une conférence, le 2 février, intitulée « Vers la fin de la décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement »; à une conférence, le 26 mars, sur « Le bénévolat à la croisée des chemins dans un monde en changement »; à une conférence sur les séquelles contemporaines de la traite des esclaves au Ghana (Afrique de l'Ouest) et sur les voix des mères africaines; à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, du 2 au 13 mars 2009; a coparrainé une activité parallèle, le 7 mars; a participé à une conférence sur le VIH/sida et les soins à dispenser aux personnes vulnérables, organisée par le National Council of Women of the United States, Inc.; ainsi qu'à des activités parallèles, le 10 mars; a participé à une conférence, le 5 mars, sur le VIH/sida

et la prestation de soins et à une autre conférence sur la perspective de la diaspora africaine; a participé, le 21 mai, à la célébration de la Journée internationale de la femme ainsi qu'à celle de l'Année internationale de la diversité biologique.

- Elle a coparrainé en 2010 deux activités parallèles intitulées « Faire en sorte que la vie mérite la peine d'être vécue : donner des moyens d'action aux femmes souffrant de fistules » et « Les femmes en tant qu'agentes économiques du changement en notre époque », avec le National Council of Women of the United States, Inc.; a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme; a présenté en mars une déclaration au Conseil économique et social, qui a été acceptée et diffusée en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil.
- Elle a participé le 10 mars 2011 à New York à des séances d'information pour les ONG sur les thèmes suivants : « Les femmes et la science, le mythe de l'égalité »; « L'Année internationale des volontaires +10 », « La violence contre les enfants », le 3 mars; « La cyberviolence contre les enfants », le 10 février; « La microfinance et l'élimination de la pauvreté, un prêt à la fois », à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York, du 22 février au 4 mars, et a parrainé une activité parallèle; a participé à la conférence « Comblant l'écart quant à l'accès des filles à l'éducation, aux mathématiques, à la science et à la technologie, pas à pas » et a parrainé deux activités parallèles avec le National Council of Women of the United States, Inc.; a participé le 28 février à un débat entre quatre équipes sur le thème « Les femmes et la science, le mythe de l'égalité » et le 3 mars à une conférence sur la lutte contre la violence familiale, sur les plans local et international.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Fait chaque année une contribution financière à l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectifs du Millénaire : élimination de la pauvreté et de la faim : l'organisation a fourni des microcrédits à des entreprises et à des fermes horticoles au Ghana, et des bœufs à des agriculteurs en Éthiopie; enseignement primaire et secondaire : elle a financé l'éducation en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Malawi et au Zimbabwe; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : elle a appris aux femmes à s'assurer des moyens de subsistance en apprenant à commercialiser leurs produits au Ghana; réduction de la mortalité de l'enfant : elle a fourni des vêtements à des nouveau-nés et à des enfants en Afrique du Sud, au Brésil, au Ghana, au Lesotho, au Maroc, au Sénégal et au Venezuela (République bolivarienne du); amélioration de la santé maternelle : elle a procédé au dépistage de l'hypertension et organisé des séances sur les soins prénatals et l'autopalpation des seins, le VIH/sida, les cliniques où l'on pèse les bébés, a contribué à la nutrition au Ghana et en Afrique du Sud, à un cabinet médical flottant; au Bénin, à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; en Afrique du Sud, à des rations alimentaires; au Ghana et en Zambie, à des moustiquaires; préservation de l'environnement : elle a participé à la

construction de sanitaires et au creusage de puits d'eau pour obtenir de l'eau salubre.

15. Centre national pour le développement durable

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Centre national pour le développement durable a été créé en 1997 sous les auspices de l'Académie roumaine, en tant qu'organisme du PNUD en Roumanie. En 2001, le Centre est devenu une organisation non gouvernementale indépendante et a élargi le champ de ses activités.

Objectifs

L'objectif du Centre est de recenser les priorités sur le plan du développement durable en Roumanie et d'y répondre au moyen de projets précis, aux niveaux national et local.

Participation aux activités de l'Organisation des Nations Unies

De 2006 à 2008, le Centre a exécuté, avec l'aide du PNUD, la cinquième phase du projet Action 21 locale en Roumanie, et l'a étendue à quatre villes (Alba Iulia, Tulcea, Ovidiu et Babadag), à trois comtés (Alba, Neamt et Tulcea) et au second arrondissement de Bucarest. Au cours de la période 2009-2010, le Centre a offert des conseils à des administrations locales qui s'employaient à appliquer Action 21, en vue d'entamer l'exécution de projets prioritaires, recensés comme étant éligibles à un partenariat entre les secteurs public et privé. En 2008, le document révisé de la Stratégie nationale de développement durable 2013-2020-2030 découlait d'un projet conjoint du Gouvernement roumain, par l'intermédiaire du Ministère de l'environnement et du développement durable, du bureau du PNUD en Roumanie et du Centre. La Stratégie a été approuvée par le Gouvernement roumain (décision n° 1460 du 12 novembre 2008) et présentée à la Commission européenne à la fin de 2008.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, un représentant du Centre national pour le développement durable a participé, les 17 et 18 novembre à Genève, à la réunion de consultations régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

En 2010, des représentants du Centre ont participé, en Europe, à la réunion de consultation régionale du PNUE en prévision du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes, à la onzième session extraordinaire du Conseil d'administration et Forum ministériel mondial sur l'environnement, à la réunion annuelle des comités nationaux et des organisations non gouvernementales partenaires du PNUE, les 12 et 13 janvier, à Genève et aux consultations des grands groupes et des parties prenantes, du 25 au 27 octobre à Genève. Le Directeur exécutif du Centre, qui a été désigné Rapporteur spécial par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a participé à la quinzième session du Conseil des droits de l'homme (du 14 au 17 septembre, à Genève) et à une session

d'information pour les 11 nouveaux titulaires de mandat, désignés en mars et en juin (du 22 au 24 septembre, à Genève).

En 2011, le Directeur exécutif du Centre national pour le développement durable a participé, en sa qualité de Rapporteur spécial, à la dix-huitième réunion annuelle des rapporteurs spéciaux, des représentants, des experts indépendants et des présidents des groupes de travail du Conseil des droits de l'homme (27 juin-1^{er} juillet, Genève) et à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme (du 14 au 17 septembre, Genève).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre national pour le développement durable est le comité national du PNUE pour la Roumanie et son directeur exécutif est son représentant. En août 2010, le Directeur a également été désigné Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Il a entrepris, en 2011, une mission en Pologne (du 25 au 31 mai) et, en 2012, une mission aux Îles Marshall (du 26 au 30 mars), avec une mission de suivi à Washington (du 24 au 27 avril). À la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme (juillet 2011), le Rapporteur spécial a présenté un rapport sur les effets néfastes de la mauvaise gestion et le déversement des déchets médicaux sur la jouissance effective des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La contribution du Centre national pour le développement durable à de grands projets des organes des Nations Unies a baissé ces dernières années, du fait que ses activités portent sur le développement et l'exécution de projets financés par l'Union européenne grâce au programme sectoriel opérationnel – Environnement (axe prioritaire 4 : mise en place de systèmes de gestion appropriés pour la protection de la nature; principal domaine d'intervention : élaboration de plans d'infrastructure et de gestion pour la protection de la diversité biologique et le réseau de sites Natura 2000 en Roumanie), grâce à une plus grande sensibilisation des autorités centrales et locales et du public en général et au renforcement des capacités institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre de l'acquis communautaire s'agissant de la protection de la nature. L'absence de financement supplémentaire entrave grandement la participation aux réunions internationales de l'ONU.